

LE RAMENSUEL



L'essentiel du RAME au cours des mois de mars et avril



Rencontre bilan des deux mois d'activités du mouvement COMVID COVID-19

Le RAME et sa mission

Le Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME) est une organisation de la société civile militant dans la veille citoyenne et le plaidoyer pour l'accès des populations aux services de santé. Le RAME fait : le recueil et la diffusion continue d'informations sur la situation sanitaire et l'état d'exécution des lois et règles en matière de santé, les campagnes continues d'information et de formation des populations, des propositions aux autorités et partenaires compétents d'initiatives les plus adaptées, des plaidoyers pour l'accès aux soins de santé pour tous, et la mise en œuvre des projets d'intervention en matière de santé. Aussi, le RAME crée des cadres d'expression des populations basées sur leurs aspirations et les réalités du pays d'intervention et des cadres de concertation entre le monde associatif et les autorités sanitaires. Le RAME a actuellement des projets en cours au Burkina Faso, au Niger, et en Guinée. Pour plus d'informations sur notre mission et nos activités.

Dans Ce Numéro

Editorial: Covid-19 ou l'appel à l'accélération du processus vers la couverture santé universelle

Covid-19 et déficit de l'accès aux services de santé à l'approche de la période du paludisme

Mouvement COMVID COVID-19 : point des activités après deux mois d'activités

Couverture santé universelle : le RAME outille son personnel sur le concept

Visitez : www.rame-int.org
email : secretariat@rame-int.org





EDITORIAL:

Covid-19 ou l'appel à l'accélération du processus vers la couverture santé universelle

La santé est l'Alpha et l'Omega de toute vie humaine. Sa présence nous permet de faire tout ce que nous voulons. Son absence nous oblige à tout suspendre ou à tout arrêter, pour le pire des cas. La paralysie du monde entier de janvier jusqu'à la fin de ce mois est un exemple concret.

Avec l'arrivée du Coronavirus, plusieurs pays du monde se sont vus obliger de suspendre toutes activités politiques, sociales, et économiques et obliger leurs citoyens à se confiner ou vivre couper de tout lien physique avec les êtres et activités qui leur sont chers. Ce virus, qui a lourdement frappé le monde entier sur tous les plans, nous a rappelé la nécessité de redéfinir nos priorités, surtout dans le domaine de la santé. Il nous a rappelé la nécessité de transiter de systèmes de santé orientés vers les soins, à des systèmes de santé qui veillent à ce que « l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soient de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers. » (Définition OMS de la CSU). Oui, ce virus nous a interpellé sur la nécessité d'accélérer le processus vers la Couverture Santé Universelle.

La pandémie du Covid-19 est arrivée au moment où le Burkina Faso est à sa dernière année de mise en œuvre de son Plan National de Développement Sanitaire 2011-2020, qui fait partie de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD). En 2018, il a bénéficié du soutien de l'OMS, de la Banque mondiale, du FM et d'autres partenaires pour le développement de la Stratégie nationale de financement de la santé (conf. STRATEGIE NATIONALE DE FINANCEMENT DE LA SANTE POUR LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE, 2018-2030), Il est donc temps de s'inspirer des bonnes pratiques en termes de mobilisation de ressources endogènes pour une transition rapide vers la

CSU. Le sort à voulu que deux ans après cette stratégie, le Burkina Faso, tout comme plusieurs pays se retrouve face à une pandémie qui demande la mobilisation de ressources internes. Les efforts fournis par l'ensemble des acteurs sont fort encourageants et prouvent qu'une approche inclusive et transparente dans la gestion de la santé pourrait aider le pays à asseoir un système de santé qui garantit l'accès aux services de santé et le respect des mesures préventives de la maladie par tous. Le Burkina Faso étant un pays dont les ressources sont très limitées, ce contexte de prise de conscience des risques sanitaires liés, soit à une non implication des bénéficiaires des services de santé à la formulation et à la mise en œuvre des politiques de santé, soit à certains comportements de la population créés par la non-prise de conscience des enjeux sanitaires de ces comportements, semble être une opportunité à saisir pour communiquer sur les barrières à la CSU. Pour être claire, le Burkina Faso gagnerait à maintenir les sensibilisations et la mobilisation communautaire contre cette pandémie et à les orienter vers les autres pathologies liées au problèmes d'hygiène, de comportements sociaux, etc.

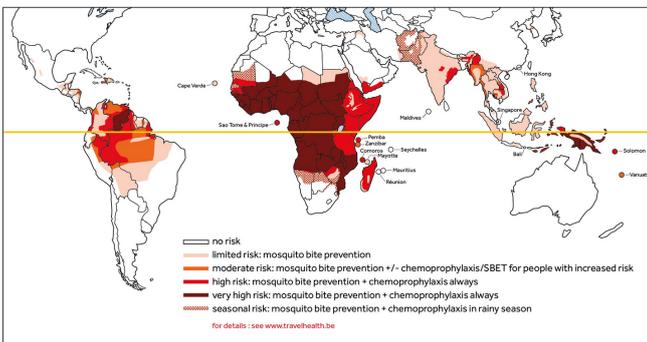


Nous avons les ressources pour réussir un combat de prévention contre la maladie. A voir le sursaut patriotique remarqué dans la riposte contre le Covid-19 au début de la crise, on peut se dire que nous avons un grand potentiel en termes de ressources humaines pour mener des campagnes de sensibilisation sur n'importe quelle pathologie à faible coût, à condition que nous jouions sur les valeurs de la transparence et de la redevabilité. Les volontaires mobilisés par le gouvernement et les acteurs de la société civile sont un grand potentiel pour des avancées dans la lutte contre certaines pandémies dont le paludisme et autres maladies liées aux problèmes d'hygiène et assainissement.

Covid-19 et déficit de l'accès aux services de santé à l'approche de la période du paludisme

Couverture santé universelle : le RAME outille son personnel sur le concept.

Malaria 2019 (source WHO 2019, World Malaria Report 2018)



Selon les données de la Plateforme Nationale de suivi des maladies infectieuses du Burkina Faso, le paludisme est l'une des pathologies qui touchent une bonne partie de la population et cause un nombre élevé de décès par an. En 2018, l'OMS estimait à environ 7 875 575 le nombre de cas de paludisme et à environ 12 725 le nombre de décès au Burkina Faso, plaçant ainsi le Burkina Faso au 8e rang mondial en termes du nombre de décès pour le paludisme.

A l'annonce de la saison pluvieuse, période durant laquelle le paludisme fait son ravage, il y a lieu de se poser des questions sur la capacité et l'état de la préparation de notre système de santé à toujours maintenir la veille et le contrôle de la maladie à coronavirus tout en veillant sur les maladies saisonnières.

Le paludisme ayant des symptômes similaires à ceux du coronavirus, il y a lieu de s'inquiéter et prendre des mesures de prévention pour que la population ne s'adonne pas à leurs pratiques habituelles d'automédication ou de recours aux soins traditionnels à tout pré-sentiment de début de palu. Le plus grand défi dans cette saison qui s'annonce, si la transmission communautaire du covid-19 continue, est d'intensifier la sensibilisation sur les mesures barrières à travers des approches communautaires pour s'assurer que chaque citoyen comprenne et connaisse les signes et symptômes du Covid-19 et du paludisme et insister sur la nécessité de consulter pour toute maladie pressentie.

La restriction des libertés individuelles étant levée par nécessité permettant aux gens de se déplacer partout au besoin, il y a donc une possibilité qu'un cas non identifié se retrouve dans des localités où le premier réflexe en cas de maladie n'est pas la visite d'un centre de santé. Le covid-19 dans de pareilles localités se propagera à une vitesse lumière avant que les autorités et les responsables de la santé ne soient au courant.

Il y a donc lieu que le gouvernement et les acteurs communautaires se concertent pour mieux veiller durant cette période.

Le lundi 26 mai 2020, le RAME s'est engagé lors de la réunion hebdomadaire de la direction exécutive à tenir des sessions de renforcement de capacité de son équipe chaque lundi. L'objectif de cette initiative est de permettre aux membres de l'équipe de partager les diverses expériences et compétences qu'ils ont et leur connaissance sur les différents projets du RAME.

La première session de renforcement de capacité a eu lieu le Mardi 27 mai et a été animée par le Directeur Exécutif Régional du RAME, M. Simon KABORE. Cette première séance avait pour thème « Mouvement Couverture Santé Universelle : Etat des lieux et feuille de route » et visait à aider l'équipe du RAME à 1) maîtriser le concept de mouvement social, 2) apprécier les avancées actuelles du RAME en termes de contributions pour la CSU, et 3) mesurer les efforts qui restent à fournir.



En rappel, le RAME s'est engagé avec d'autres organisations de la société civile dans la création d'un mouvement social pour la lutte contre le covid-19. Ce mouvement qui se veut national et fonctionne selon l'esprit de la CSU, vise stratégiquement à mobiliser l'ensemble de la population burkinabè pour une accélération du processus vers la couverture santé universelle.

Cette session a donc été une opportunité pour le Directeur Exécutif Régional et toute l'équipe du RAME de s'exercer à définir les concepts de CSU et mouvement social, les acteurs pouvant rejoindre un mouvement social en faveur de la CSU et travailler à identifier les valeurs et causes communes à l'ensemble des acteurs. Une explication du positionnement du RAME dans le domaine de la santé et le lien direct que la mission du RAME a avec la CSU a été faite. A la fin de la présentation du DER, chaque participant s'était porté volontaire pour un exercice visant à orienter le mouvement social en cours.

Mouvement COMVID COVID-19 : point des activités après deux mois d'activités

Le 8 avril 2020 les organisations de la société civile, dont le RAME, procédaient au lancement d'un mouvement social dont l'objectif est d'apporter un soutien communautaire à la riposte nationale au Covid-19. Ce mouvement dénommé « Les communautés s'engagent à vider le Covid-19 » en abrégé COMVID COVID-19 regroupe tout un ensemble d'acteurs qui ont chacun un niveau de contribution spécifique à la riposte.

Au niveau national et régional, le mouvement a été placé sous la coordination de la plateforme Démocratie Sanitaire et Implication Citoyenne (DES-ICI), une plateforme regroupant des organisations faitières de la société civile intervenant dans le domaine de la santé et spécialisée dans le suivi stratégique citoyen des politiques de santé : suivi de l'accès aux services de santé, suivi de l'allocation et de la gestion des fonds alloués à la santé, et l'analyse de la gouvernance des systèmes de santé. La plateforme joue donc un rôle de coordination, de mobilisation de ressources, et de capitalisation/valorisation des résultats du mouvement COMVID COVID-19.

Au niveau communal, la mise en œuvre des activités est assurée par des cellules citoyennes de veille sanitaire (CCVS) composées de leaders d'opinions, de citoyens engagés, des chefs coutumiers, etc., des gens qui connaissent bien leurs communautés et peuvent facilement identifier leurs besoins. Ces cellules, au nombre de 51 sur 55 secteurs à Ouagadougou, ont mené pas mal d'activité avec des moyens très limités. Deux mois après la mise en place de ce mouvement, les acteurs se sont réunis ce mardi 2 juin à 15h à la Maison de la femme de Ouagadougou pour faire le bilan de leurs actions.

En deux mois d'existence, les CCVS du mouvement ont pu mener 2 898 causeries éducatives et des campagnes de sensibilisation sur les mesures barrières et toucher 36 543 personnes dans la ville de Ouagadougou. Trois (3) cas suspects covid-19 communautaire ont été détectés par les Brigadiers (qui collaborent avec le mouvement) à travers les prises de températures et un interrogatoire orienté. Les responsables CCVS ont pu animer une dizaine d'émissions radio en Français, Moré, Dioula et Fulfuldé sur leurs actions, les mesures de préventions, et discuter certains défis observés sur le terrain. En plus de ces actions, les CCVS ont bénéficié des soutiens d'individus, de structures et des élus locaux pour appuyer les personnes vulnérables en savons, vivres, et en matériels de protection contre le covid-19.

Au niveau de la coordination, plusieurs plaidoyers ont permis au mouvement d'être aujourd'hui prise en compte dans la rencontre de bilan hebdomadaire du comité régional de riposte, et tout récemment la plateforme DES-ICI est prise en compte dans le comité national de riposte. En plus des ressources mobilisées auprès de leurs PTF spécifiques, des plaidoyers sont parallèlement faits au niveau des décideurs, toutes ces actions ont permis au mouvement de bénéficier de 21 millions pour la

production de savons liquide et de masques pour les populations vulnérables. Le RAME a aussi pu soutenir les CCVS à hauteur de 5 millions grâce au soutien de la plateforme ACS. Également, d'autres organisations de la société civile ont aussi soutenu la conception d'affiches de sensibilisation, la distribution de masques, et la couverture médiatique des activités du mouvement.

Ces résultats produits par un mouvement qui ne dispose pas de personnel payé, rien que des volontaires, motivent à ne pas s'arrêter au Covid-19. Les acteurs des CCVS et la coordination trouvent opportun de le maintenir après le Covid-19 pour des interventions de proximités sur d'autres questions de santé.

Processus de rédactions de la candidature du Burkina Faso à la subvention du Fond Mondial : La Plateforme Régionale Afrique Francophone aux côtés des représentants des OSC

Dans le but de renforcer la participation citoyenne efficace des Organisations de la société civile (OSC) dans le dialogue pays pour le nouveau modèle de financement du Fonds Mondial contre le Sida, la tuberculose et le paludisme et le processus d'élaboration des demandes des subventions au Fonds mondial, le RAME a bénéficié à travers la Plateforme régionale de coordination et de communication de la société civile et des communautés du Fonds mondial (PRF) d'un financement du Fonds Mondial pour appuyer les organisations de la société civile de quatre (04) pays dont le Burkina Faso pour leur participation à ce processus.

Pour permettre à l'ensemble des composantes de la société civile et des communautés de prendre connaissance de cet appui, il a été tenu le 07 mai 2020, un atelier de partage du contenu du plan d'appui de la PRF à la société civile burkinabé, et de mise en place d'un dispositif de mise en œuvre consensuel.



A l'issue de l'atelier du Burkina Faso, des propositions ont été faites allant dans le sens de relever les défis identifiés. Ces propositions vont dans le sens de l'amélioration de la qualité de la participation et de l'implication de la société civile dans le processus actuel de rédaction. Il s'agit de : renforcer les capacités opérationnelles des membres des équipes de rédaction de la société civile, renforcer l'organisation et la coordination de la participation de la société civile à la rédaction des subventions, renforcer la communication et la concertation entre les acteurs de la société civile, Améliorer les conditions de participation des équipes de rédaction de la société civile.

Pour les prochaines étapes, il a été décidé la mise en place d'une coordination de la société civile pour le suivi du processus de rédaction et l'élaboration d'une feuille de route qui sera proposée et validée par les acteurs dans le cadre de l'accompagnement de la société civile.